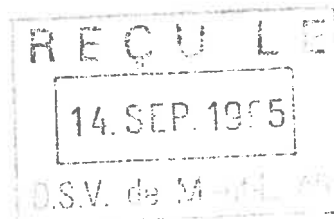


**PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE**

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'environnement

Installations classées pour la  
protection de l'environnement



**ARRETE**

**AUTORISATION**

*Exploitation d'un élevage de volailles  
à JALLAIS par M. Joseph LOISEAU*

D3 - 95 - n° 1147

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

*Vu la demande formulée par M. Joseph LOISEAU, demeurant au lieu-dit "La Maison Neuve" à JALLAIS, afin d'être autorisé à exploiter un élevage de 57 000 poulets ou 23 000 dindes soit 69 000 équivalents-animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire, à la même adresse (parcelles n° 110, 192 et 193) ;*

Vu les plans annexés au dossier ;

*Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 9 mai au vendredi 9 juin 1995 inclus sur la commune de JALLAIS ;*

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

*Vu les délibérations des conseils municipaux de JALLAIS, LA POITEVINIERE, NEUVY EN MAUGES et SAINT LEZIN ;*

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

.../...

Vu les avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

*Vu le rapport du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées, du 20 juillet 1995 ;*

*Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 10 août 1995 ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **Arrête :**

Art. 1er – *M. Joseph LOISEAU, demeurant au lieu-dit "La Maison Neuve" à JALLAIS, est autorisé à exploiter un élevage de 57 000 poulets ou 23 000 dindes soit 69 000 équivalents – animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire, à la même adresse (parcelles n° 110, 192 et 193).*

Art. 2 – Cet élevage constitue un établissement soumis à *Autorisation* rangé sous le n° 2111.1° de la nomenclature.

Art. 3 – Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

### 1° Implantation et distances

L'élevage est implanté conformément au plan joint à la demande d'autorisation.

*Il comprend deux bâtiments existants et un bâtiment à construire situés sur les parcelles n° 110, 192 et 193.*

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage doit être réalisé avant la mise en service de l'élevage.

### 2° Capacité

*La capacité maximale de l'élevage est de 57 000 poulets ou 39 000 dindes soit 69 000 équivalents – animaux.*

.../...

### 3° Mode d'exploitation

*L'élevage est pratiqué sur litière sèche.*

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance du préfet.

### 4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduaires des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Un compteur d'eau volumétrique est installée sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

### 5° Stockages

Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant au moins quatre mois. Ces ouvrages de stockage, lorsqu'ils sont à l'air libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

*Le stockage est assuré à l'intérieur du bâtiment.*

### 6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

.../...

### 7° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections solides doit satisfaire aux prescriptions suivantes :

- en aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

- la quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,

- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages,

- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie,

- à moins de 35 m des berges des cours d'eau,

- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé,

- pendant les périodes de forte pluviosité,

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,

- sur les terrains à forte pente,

- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,

- les dates d'épandage,

- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,

- les parcelles réceptrices,

- la nature des cultures,

- le délai d'enfouissement,

- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

*L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation. Il sera effectué sur une surface totale de 151 ha 25 dont 129 ha 58 mis à disposition par :*

– G.A.E.C. des BLEUETS – JALLAIS	13 ha 26
– M. Gérard BARBOT – "La Ferranderie" – MOZE SUR LOUET	38 ha 80
– G.A.E.C. LEBRETON – "Montgilet" – JUIGNE SUR LOIRE	77 ha 52

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

### 8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Il convient d'assurer, si elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un poteau d'incendie, de 100 mm de diamètre (norme NF S 61.213) piqués directement, sans passage par compteur mi by-pass (seul le compteur du type "proportionnel" est autorisé), sur une canalisation assurant un débit de 1 000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar, et implantés à 200 mètres au maximum par les voies praticables.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés, la défense contre l'incendie doit être assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m<sup>3</sup> conforme aux dispositions de la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

### 9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

.../...

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

#### 10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

### 11° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

Art. 4 – Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### Art. 5 – Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 – Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de JALLAIS et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de JALLAIS et envoyé à la préfecture.

*Art. 7 – Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par mes soins et aux frais de M. Joseph LOISEAU dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.*

*Art. 8 – Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et dans les mairies de JALLAIS, LA POITEVINIERE, NEUVY EN MAUGES et SAINT LEZIN.*

*Art. 9 – Le récépissé du 14 avril 1982 est abrogé.*

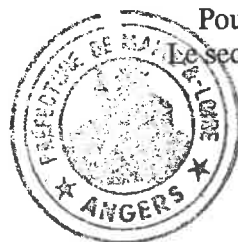
.../...

Art. 10 – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de JALLAIS, le maire de JALLAIS, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 12 septembre 1995

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué

Jean-René CHEDIN



Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture

Pierre SOUBELET

**Délai et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

S'agissant d'un recours de plein contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il doit être introduit soit devant l'auteur de l'acte (recours gracieux), soit devant le supérieur de l'auteur de l'acte (recours hiérarchique) dans les conditions définies par l'article R 102 du code des tribunaux administratifs.